

## Contre l'échec et les inégalités scolaires Pour une réelle démocratisation de l'école



*Sans un ambitieux projet de démocratisation de l'école, l'illettrisme a encore de beaux jours devant lui ! Et ce n'est pas le Contrat pour l'Ecole de Marie Arena qui modifiera radicalement le cours des choses. Dans cet article, il sera question de ce qu'il faut bien appeler la catastrophe scolaire belge, de ses causes et de ses principales victimes, pour la plupart déterminées par leur origine sociale. Nous tenterons aussi de dessiner les contours d'une autre école possible, celle qu'appelle de ses vœux l'Aped (Appel pour une école démocratique) <sup>1</sup>.*

*“Notre enseignement permet-il aux enfants des classes les plus démunies, les plus exploitées, de s'emparer des armes du savoir afin de conquérir collectivement la dignité sociale et le pouvoir de décision politique que l'on prétend leur nier?”*

En posant d'entrée de jeu cette question dans son dernier livre <sup>2</sup>, Nico Hirtt, animateur de notre association, situe très clairement l'enjeu de l'école. L'échec scolaire est intolérable, parce que fondamentalement contraire à notre définition de la démocratie. En effet, quelle citoyenneté peuvent bien exercer les membres les plus démunis de la société, s'ils ne peuvent comprendre le monde dans lequel ils sont plongés (compréhension à la lecture et à l'audition, connaissances mathématiques, scientifiques, polytechniques, linguistiques, historiques, géographiques, artistiques, philosophiques,...) ?

De quelle citoyenneté est-il question, s'ils ne peuvent se défendre collectivement (se réunir, s'organiser, penser, synthétiser, prendre position, s'exprimer, communiquer) ?

Or, toutes les enquêtes et données statistiques le confirment: l'école belge – et plus encore francophone – va mal, et ses premières victimes sont justement les enfants issus des familles les plus pauvres, financièrement et culturellement s'entend. L'illettrisme est une des conséquences les plus dramatiques de cet état de fait. Une réalité souvent méconnue, quand elle n'est pas cyniquement méprisée, par les classes sociales aisées.

### **Inégalités sociales et inégalités scolaires**

Confrontés à un vaste statistique complet en la matière en Communauté française, nous avons réalisé, en 1996, dans le Hainaut, une

enquête sur les déterminants sociaux de l'inégalité et de la sélection scolaires<sup>3</sup>. Les résultats confirmaient que les inégalités sociales (statut professionnel, revenus et niveau de scolarisation des parents) étaient – et de loin – la principale cause des inégalités scolaires. Et ce, dès l'enseignement fondamental. Cette première sélection se confirmant, dans l'enseignement secondaire, par la hiérarchisation des différentes filières (général, technique, professionnel).

Avec des résultats effarants. Ainsi, la dernière enquête PISA (2003)<sup>4</sup> montre que parmi le quartile (25 % de la population testée) le plus pauvre, plus de 70 % des élèves ne sont pas capables de réussir 'des tâches de lecture de complexité modérée', c'est-à-dire de 'repérer plusieurs informations dans un texte'. Un quart d'entre les plus pauvres sont à peine capables 'de lire, sans avoir acquis les habiletés nécessaires pour utiliser la lecture pour apprendre' ! Plus crûment: ils sont à peine capables de déchiffrer un texte en ânonnant, sans y comprendre grand chose. Par contre, dans le quartile le plus riche, huit élèves sur dix sont capables d'effectuer ces tâches.

Oui, mais n'existerait-il pas d'autres explications à l'inégalité scolaire ? Il apparaît bien que la différence fille/garçon influe sur le parcours scolaire des jeunes, mais dix fois moins que l'inégalité sociale. La différence belge/étranger, peut-être ? Elle joue, bien sûr, mais 2,5 fois moins que l'inégalité sociale. Et encore. N'oublions pas que, souvent, les enfants issus de l'immigration font partie des 25 % les plus pauvres de la population, ce qui explique plus sûrement leurs difficultés à l'école. Notons enfin que le lien entre inégalité sociale et inégalité scolaire

se vérifie dans tous les pays pour lesquels on dispose de statistiques. Mais c'est la Belgique qui se distingue. Dans le plus mauvais sens du terme...

## La catastrophe scolaire belge

En juin 2003, l'Aped tirait – une fois de plus – la sonnette d'alarme en consacrant un dossier et une conférence de presse à la 'catastrophe scolaire belge'. Quel désastre pouvait bien justifier un titre aussi alarmiste ? L'UNICEF, sur base des enquêtes PISA et TIMSS<sup>5</sup>, avait en effet épinglé la Belgique

### L'Aped et le Contrat pour l'Ecole

Ne tournons pas autour du pot: le Contrat pour l'Ecole de la Ministre Arena brille surtout par son ambiguïté. Si nous partageons bon nombre de ses objectifs déclarés – dont la lutte contre les inégalités –, nous n'aimons guère l'idée de modulariser les apprentissages, source d'inégalités nouvelles... Bien sûr, nous nous réjouissons de voir arriver 700 instituteurs supplémentaires dans les écoles, mais leur nombre est dérisoire en regard des besoins.

Rien ou presque n'est prévu pour freiner la concurrence entre écoles, hétérogénéiser les publics ou créer un vrai tronc commun. Par conséquent, les objectifs progressistes ne pouvant être atteints, faute d'un financement digne de ce nom, les objectifs d'inspiration libérale pourraient bien être les seuls à se réaliser, puisqu'ils ne coûteraient pas un euro à la Communauté.

comme étant, de tous les pays industrialisés (les pays membres de l'OCDE), celui où les inégalités de niveau entre élèves étaient les plus criantes. Comme l'écart entre les enfants de riches et les enfants de pauvres.

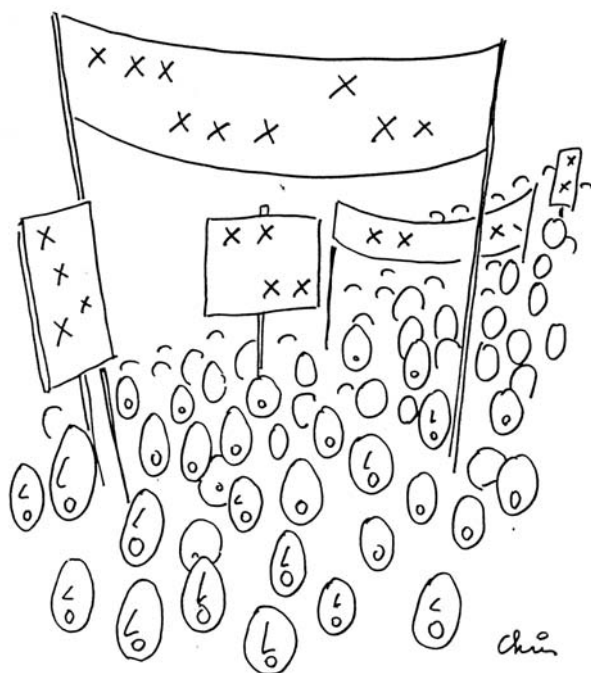
Une 'performance' dont on se serait bien passé. Une information qui a été peu relevée à l'époque, mais qui allait nous inciter à pousser plus loin nos investigations.

### Pourquoi ce désastre ?

En comparant plus précisément les résultats de 14 pays européens, et en les mettant en relation avec les structures de leurs systèmes éducatifs, nous avons découvert des corrélations troublantes. Les pays qui présentent la plus grande inégalité sociale à

l'école sont ceux qui organisent cette ségrégation par des filières hiérarchisées, par la mise en place de mécanismes de marché scolaire et par un sous-financement de l'enseignement fondamental. Notre pays cumule ces trois caractéristiques et ne doit donc pas s'étonner de ses résultats. Autrement dit, les écarts abyssaux, entre les élèves les plus 'performants' et les plus 'faibles', se creusent de trois façons.

Un: la Belgique consacre trop peu d'argent à son enseignement fondamental: il y a trop peu d'enseignants pour accompagner les premiers pas des enfants dans les apprentissages de base, les classes sont surpeuplées, bon nombre d'enfants décrochent dès le plus jeune âge.



Manifestation d'analphabètes.

**J**e ne garde aucun bon souvenir de ma scolarité. Déjà en première année primaire, ça n'allait pas. Je ne parlais pas... alors j'ai triplé. Une logopède est venue pour m'aider, mais avec elle aussi j'étais bloquée. En fait, je me faisais frapper en récréation, c'est mon frère qui a fini par le dire. Suite à cela mes parents m'ont changée d'école. Là, ça n'allait pas mieux... je n'osais pas parler, ni participer, j'avais peur. Aucun prof n'a jamais compris pourquoi. Ils n'ont jamais pris la peine de se poser des questions. J'étais la fille qui reste au fond de la classe.

A la récréation j'allais aux toilettes, je ne voulais pas avoir de copines. En fait,

Deux: les enfants sont séparés très tôt en filières très inégales. Alors que certains passent plus de 30 heures/semaine à approfondir les cours généraux, d'autres en sont réduits à revoir péniblement le b.a.-ba dans des classes de laissés-pour-compte.

Trois: les écoles belges forment une sorte de marché, puisqu'elles sont en concurrence. Subsidés et emplois y dépendent directement du nombre d'élèves inscrits, et les parents sont 'libres' de choisir l'établissement où ils inscrivent leur enfant. Avec pour résultat une stratification des établissements, certains devenant des ghettos pour riches, d'autres pour classes moyennes et d'autres encore pour pauvres.

C'est la conjonction de ces trois mécanismes, et non un seul d'entre eux, qui fait de notre pays celui qui relègue et exclut le plus durement les jeunes qui n'ont pas eu la chance de 'bien' naître, ceux pour qui, justement, l'école devrait être le lieu privilégié de l'émancipation.

### Marchandisation de l'école

A ce cercle infernal vient s'ajouter la marchandisation de l'enseignement <sup>6</sup>, tout aussi néfaste pour les élèves des milieux populaires. Sans entrer dans les détails, disons que les entreprises privées font de plus en plus de l'enseignement leur cible privilégiée. On les voit investir l'école pour stimuler leurs marchés (ordinateurs, télé-

*mes parents me surveillaient beaucoup et m'interdisaient d'avoir des amis.*

*Pour les cours, ce n'était pas trop ça non plus car je n'avais aucune aide à la maison.*

*En cinquième primaire, mes parents m'ont donné un défi! Il fallait que j'aie 85 % sinon j'allais travailler. C'est ce qui s'est passé, je me suis retrouvée dans un magasin où je m'occupais des animaux. L'école, c'était fini pour moi. Puis les patrons se sont rendus compte que j'étais trop jeune, alors je suis retournée au CEFA en 1<sup>ère</sup> accueil. Et comme chaque fois, ça n'allait pas. Je n'étais pas contente sur le CEFA qui*

*signalait à mes parents tous mes faits et gestes. Du coup à la maison c'était encore pire. Puis je suis allée en stage dans une boulangerie à Gembloux. Là, j'étais vraiment bien. Avec les patrons le courant passait. Lorsqu'ils m'ont vu revenir plusieurs fois avec des 'bleus', ils ont compris. Ils ont interpellé mes parents qui m'ont vite changée de lieu de stage et c'est redevenu comme avant. Oh j'étais très triste...*

*Vraiment je ne garde aucun bon souvenir de ma scolarité.*



## Il faut débiter tôt !...

phonie, internet, cédéroms) et proposer elles-mêmes des formations au coût élevé: écoles privées, cours à vendre, stages de langue, enseignement à distance. Les parents, inquiets pour l'avenir de leurs enfants, sont vulnérables par rapport à ces offres souvent alléchantes et prêts à payer très cher pour augmenter leurs chances dans la course à l'emploi. Les entreprises inondent aussi l'école d'outils pédagogiques sponsorisés et de distributeurs de sodas. Mais surtout, sous la pression paternelle, l'école est sommée de former des jeunes 'productifs et employables'.

Où est le mal ? Soyons conscients que dans une école devenue marchande, les plus fragiles, jugés non rentables, sont purement et simplement abandonnés à leur sort. Largués. Ou alors, cyniquement, considérés comme de simples exécutants. Comme des citoyens de seconde zone aussi, puisque n'ayant reçu quasiment aucune formation générale.

### **Pour une école démocratique**

Le tableau que nous dressons est on ne peut plus sombre. Au-delà de ce constat, que faire ? Notre volonté est d'esquisser une alternative. A quoi ressemblerait une école vraiment démocratique ? Et quelles seraient ses conditions d'existence ?

Nous proposons un vaste projet, seul capable de redonner du sens à la scolarisation des enfants de toutes conditions: une école commune, publique, gratuite et de qualité pour tous. Car il va de soi, à nos yeux, que pour sortir l'école de l'ornière, il faut s'attaquer aux causes de son désastre. Donc, d'abord, réinvestir (très) massivement dans l'enseignement fondamental, de sorte qu'aucun enfant n'en sorte à la traîne des autres, blessé et dégoûté d'apprendre.

Cette première condition remplie – il faut un phasage des réformes, celle du secondaire n'étant pas imaginable tant que celle du fondamental n'a pas abouti –, il serait possible d'organiser le secondaire en un tronc commun jusqu'à 16 ans.

Ce tronc commun, où tous les enfants – on veillerait à créer une vraie mixité sociale dans toutes les classes – suivraient un même programme, ne serait pas la copie conforme du secondaire général actuel, trop exclusivement intellectuel: il ferait aussi la part belle aux apprentissages techniques, sportifs et artistiques.

Tout en laissant aux enseignants le choix des méthodes, nous souhaitons un retour à des programmes plus régulateurs et ambitieux. Sans pour autant nier les apports des sciences de l'éducation ! Mais, cette fois, les pédagogies nouvelles s'accompagneraient des moyens nécessaires à leur mise en oeuvre: beaucoup plus d'enseignants, beaucoup moins d'enfants par classe, des équipements et des bâtiments dignes de ce nom.

La charge des enseignants et des éducateurs serait allégée et redéfinie, pour leur donner le temps de bien travailler. L'école peut devenir un lieu de vie, en partenariat avec



les associations et les parents. L'école doit fournir un cadre de travail agréable et favorable à l'étude, un encadrement humain suffisant et qualifié, les outils de travail adéquats et la documentation nécessaire. Soulignons ici la nécessité de classes d'accueil pour les 'primo-arrivants', avec pour objectif prioritaire l'apprentissage de la langue d'enseignement.

Enfin, nous pensons qu'il est temps, en Belgique, de s'interroger sur la sacro-sainte concurrence entre écoles et entre réseaux et ses conséquences pour les enfants des milieux populaires. Seule une école commune, publique et gratuite peut rompre avec les mécanismes de sélection sociale et tendre vers de meilleurs résultats pour tous. Telle est notre conviction. Preuves à l'appui. L'Aped n'est pas seule à revendiquer une école plus démocratique. Au sein de la plateforme contre l'échec scolaire, initiée par la Ligue des Droits de l'Enfant, elle a signé un mémorandum ([www.liguedesdroitsdelenfant.be](http://www.liguedesdroitsdelenfant.be)) avec d'autres associations, des syndicats et des chercheurs en pédagogie.

## Des moyens

Pour rendre possible l'ambitieux projet décrit ci-dessus, l'enseignement doit être refinancé autrement qu'avec les 'cacahuètes' annoncées. Un retour de son financement à une hauteur de 7 % du Produit Intérieur Brut, comme c'était le cas au début des années 80, suffirait. Actuellement, le pays ne consacre plus que 5 % de sa richesse à son enseignement. Refinancer l'école est un choix éminemment politique. Coûteux, bien sûr, mais tel est certainement le prix de la justice sociale et de la démocratie.

Philippe SCHMETZ, Aped

- 1 *L'Appel pour une école démocratique, lancé en 1995, cherche à rassembler ceux qui, en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles, veulent oeuvrer au projet de démocratiser l'école, action qui s'inscrit dans un mouvement international de résistance à l'offensive néolibérale sur l'enseignement.*
- 2 Nico HIRTT, **L'école de l'inégalité. Les discours et les faits**, Editions Labor/Espace de Libertés, collection Liberté j'écris ton nom, Bruxelles 2004.
- 3 Nico HIRTT et Jean-Pierre KERCKHOFS, **Inégaux devant l'école. Enquête en Hainaut sur les déterminants sociaux de l'échec et de la sélection scolaires**, Aped, 1996-1997. Cette enquête est disponible auprès de l'Aped.
- 4 Enquête internationale intitulée 'Programme pour le suivi des acquis des élèves de 15 ans' (PISA) menée sous l'égide de l'OCDE. Les résultats complets peuvent être consultés sur le site de l'OCDE ([www.oecd.org](http://www.oecd.org)).
- 5 **Trends in International Mathematics and Science Study (1995, 1999, et 2003)** fournit des données sur le niveau en mathématiques et en sciences des élèves de 46 pays du monde.
- 6 Nico HIRTT, **L'école prostituée. L'offensive des entreprises sur l'enseignement**, Editions Labor / Espace de Libertés, collection Liberté j'écris ton nom, Bruxelles, 2001.

## Contact

Aped  
Avenue des Volontaires, 103  
1160 Bruxelles  
Tél: 02 735 21 29  
Courriel: [Aped@ecoledemocratique.org](mailto:Aped@ecoledemocratique.org)  
Site: [www.ecoledemocratique.org](http://www.ecoledemocratique.org)  
Périodique: L'École démocratique